

Le Burundi laissé seul face à lui-même

Afrique L'Union africaine renonce à l'envoi d'une mission militaire dans l'immédiat.

L'Union africaine a renoncé dimanche à envoyer dans l'immédiat une force de maintien de la paix au Burundi, en proie à une crise politique meurtrière, face à la réticence de plusieurs chefs d'Etat africains et à l'opposition frontale de Bujumbura.

Désigné samedi nouveau président en exercice de l'organisation continentale, le président tchadien Idriss Déby avait égratigné son auditoire : *"Nous nous réunissons trop souvent, nous parlons toujours trop, nous écrivons toujours beaucoup, mais nous n'agissons pas assez et parfois pas du tout."*

Sur le Burundi, une des priorités de ce 26^e sommet de l'UA clos dimanche, les chefs d'Etat ont choisi de privilégier la discussion avec Bujumbura et de surseoir à l'envoi d'une "mission de stabilisation" de 5 000 hommes dont le principe avait pourtant été acté mi-décembre par l'UA. Cette force devait permettre d'enrayer le cycle des violences au Burundi faisant craindre des massacres à grande échelle, voire un génocide, dans ce petit pays d'Afrique des Grands Lacs marqué par une guerre civile meurtrière (300 000 morts) entre 1993 et 2006.

Les chefs d'Etat, soucieux pour certains de ne pas créer un précédent, à sa-

voir l'envoi d'une force militaire dans un pays sans son aval, sont donc convenus de dépêcher une "délégation de très haut niveau" pour en discuter avec le gouvernement burundais. *"Si le Burundi l'accepte, ce sera une force pour le désarmement des milices, la protection des civils en coopération avec les forces de police locales, la facilitation du travail des observateurs des droits de l'homme"*, a plaidé le Commissaire de l'UA à la Paix et la Sécurité, Smail Chergui. *"Il n'y a pas de volonté ni d'occuper ni d'agresser"*, a-t-il tenté de rassurer, ajoutant que la mission de l'UA visait à *"donner un peu de quiétude à tout le monde"*.

La présence de fosses communes ?

Mais le ministre des Affaires étrangères du Burundi, Alain Aimé Nyamitwe, qui s'est dit satisfait de la décision de l'UA, a quelque peu douché les espoirs. *"Je n'ai pas l'impression que les chefs d'Etat et de gouvernement feront le déplacement jusqu'à Bujumbura, juste pour avoir un avis sur une question. Tout le monde est au courant de la position du Burundi"*, a-t-il affirmé.

Le président Nkurunziza, absent au sommet, avait promis de "combattre" la Mission africaine de prévention et de

protection au Burundi (Maprobu) comme *"une force d'invasion et d'occupation"*.

Plus de 400 personnes ont été tuées depuis le début de la crise au Burundi, qui a poussé 230 000 personnes à l'exil. La capitale est désormais le théâtre de nombreuses exécutions extrajudiciaires, d'accrochages nocturnes réguliers, tandis que les auteurs d'un coup d'Etat avorté en mai ont promis de renverser le gouvernement par les armes si nécessaire.

Vendredi, l'ONG Amnesty International a publié des images qui, selon elle, confirment l'existence de cinq charniers dans la banlieue de Bujumbura.

La montée en puissance des violences après la réélection de M. Nkurunziza à un 3^e mandat en juillet, et l'apparition d'embryons de mouvements rebelles font craindre des répercussions de la crise dans une région des Grands Lacs

très instable.

L'UA va par ailleurs relancer un groupe de cinq chefs d'Etat pour aider à la formation d'un gouvernement d'union nationale en Libye et tenter ainsi de contrer la progression du groupe Etat islamique dans ce pays. (AFP)

"Nous nous réunissons trop souvent, nous parlons toujours trop, nous écrivons toujours beaucoup, mais nous n'agissons pas assez et parfois pas du tout."

IDRISS DÉBY

Le président tchadien a pris la tête de l'Union africaine.